

Demande déposée le 03/02/2026 et complétée le 27/03/2026

N° PC 030 073 26 00005

Par : Monsieur LICETTE Cedric Nicolas Gregory Sébastien

Demeurant à : 12 Route de Guise
02120 LESQUIELLES SAINT GERMAIN

Pour : Construction d'une maison individuelle avec piscine

Sur un terrain sis à : 2 Impasse de l'école
30210 CASTILLON-DU-GARD
73 C 3370

Surface de Plancher créée : 117,75m²

Superficie du terrain : 600 m²

11° A 037 / 2026

Le Maire de la Commune de CASTILLON-DU-GARD

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.421-1 et suivants,
VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 23/01/2024,
VU le plan de prévention des risques inondation approuvé par arrêté préfectoral le 16/09/2016,
VU le règlement annexé au Plan Local d'Urbanisme, notamment celui de la zone UD,
VU le Permis d'Aménager référencé PA 030 073 21 R0003 M01 accordé le 21/08/2024 à Commune de CASTILLON DU GARD représentée par le Maire Madame Muriel DHERBECOURT, sis 11 place du 8 mai 1945 à CASTILLON DU GARD,
VU le courrier de majoration de délai et de demande de pièces en date du 27/02/2026,
VU les pièces fournies le 27/03/2026,
VU l'avis Sans objet de la DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles) en date du 05/02/2026 (annexé),
VU l'avis Information de l'UDAP (Unité Départementale d'Architecture et du Patrimoine) en date du 27/03/2026 (annexé),
VU l'avis Favorable tacite de ENEDIS en date du 07/03/2026,
VU l'avis Favorable de SAUR LAUDUN - EAU en date du 06/02/2026 (annexé),
VU la demande de permis de construire susvisée,

CONSIDERANT que le projet consiste en la construction d'une maison individuelle avec piscine sur la parcelle C 3370, correspondant au lot 2 du lotissement Font Grasse, en zone UD de la commune de CASTILLON DU GARD,
CONSIDERANT que selon le règlement de lotissement du Permis d'Aménager susvisé, et notamment son article UD5, dans sa partie relative à l'aspect des façades, « *Les façades doivent être réalisées (...) en harmonie avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants (...) et les couleurs doivent être choisies selon le nuancier présenté en mairie. La teinte blanche est proscrite pour les enduits de façades.* », ainsi que dans sa partie relative à l'aspect des clôtures, « *Tant en bordure des voies qu'entre propriétés, les clôtures doivent être conçues de manière à s'harmoniser entre elles et avec leur environnement immédiat* »,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent Permis de Construire **EST ACCORDE** sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

ARTICLE 2 : L'enduit de façades sera choisi parmi le nuancier présenté en mairie, excluant le blanc et ses variantes et privilégiant le ton pierre.

ARTICLE 3 : Le portail projeté sera harmonisé avec celui de l'école et des lots voisins.

CASTILLON-DU-GARD, le 11 MAI 2026

Le Maire

Muriel DHERBECOURT,

**TAXES et PARTICIPATIONS :**

Le pétitionnaire sera redevable de la Taxe d'Aménagement (celle-ci se divisant notamment en deux parts : part départementale et part communale) dont le montant lui sera notifié ultérieurement. A l'issue des travaux, une déclaration devra être effectuée par le titulaire de l'autorisation auprès des services fiscaux pour le calcul des impositions à la partie « gérer mes biens immobiliers » après connexion à l'espace personnel.

En application de la loi de finances rectificative n°2011-1978 du 18 décembre 2011, le titulaire de l'autorisation est tenu de payer la taxe d'habitation au paiement de la RAP (article L524-2 du code du patrimoine).

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle vous avez été avisé par la mairie dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire que si elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 213-11 et L. 213-12 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit attester que cette transmission a été effectuée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Elle est exécutoire à compter de sa transmission.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de TROIS ANS à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut également, dans un délai d'un mois à compter de la notification de la décision, saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Le silence gardé pendant plus de deux mois sur ce recours par l'autorité compétente vaut décision de rejet. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique ne proroge pas le délai de recours contentieux. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

*Saisir l'arrêté
Mairie
A faire lundi
A date et à
Mme Muriel*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

SISMICITE : La commune est classée en zone de sismicité 3. Elle peut donc être touchée par des séismes pouvant entraîner des dégâts aux bâtiments. Les constructions doivent donc répondre aux normes parasismiques définies dans la norme NF EN 1998. Plus d'informations sur le site www.planseisme.fr.

RISQUES RETRAIT GONFLEMENT DES ARGILES : Le pétitionnaire est informé de la situation du terrain en zone d'aléa faible concernant le risque retrait gonflement des argiles.

-PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES : Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données personnelles qui vous concernent. Vous pouvez à tout moment demander à exercer ce droit en nous adressant un courrier en mentionnant « les données d'urbanisme » à l'adresse suivante : Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Gard – Service « protection des données » 183 chemin du Mas Coquillard – 30900 NIMES ou par mail dpd@cdg30.fr.